

Cote du document:	EB 2013/108/R.28
Point de l'ordre du jour:	9 c)
Date:	5 avril 2013
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Invitation d'États non membres du FIDA à suivre, en qualité d'observateurs sans droit de parole, les délibérations du Conseil d'administration et de ses organes subsidiaries

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Cheryl Morden

Responsable du Bureau du Secrétaire
téléphone: +39 06 5459 2254
courriel: c.morden@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Chef du Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent huitième session
Rome, 10-11 avril 2013

Pour: **Approbation**

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure à la section IV du présent document.

Invitation d'États non membres du FIDA à suivre, en qualité d'observateurs sans droit de parole, les délibérations du Conseil d'administration et de ses organes subsidiaires

I. Contexte

1. En décembre 2012, l'Australie a demandé à suivre les délibérations de la cent septième session du Conseil d'administration du FIDA depuis la salle d'écoute. Elle a également demandé à assister aux réunions à venir du Comité de l'évaluation et du Comité d'audit en qualité d'observateur sans droit de parole, faisant valoir que cela lui permettrait de mieux comprendre les opérations des organes directeurs du FIDA et faciliterait son processus de réengagement.
2. En conséquence, le Conseil est convenu d'autoriser à titre provisoire le représentant de l'Australie à suivre les délibérations du Conseil d'administration depuis la salle d'écoute et à assister aux sessions à venir du Comité de l'évaluation et du Comité d'audit en qualité d'observateur sans droit de parole. Comme il est possible que d'autres pays adressent des demandes semblables, et comme mesure à plus long terme, le Conseil a également décidé de soumettre cette question aux Coordonnateurs et amis afin que ceux-ci envisagent l'adoption du principe selon lequel les pays dont la procédure d'admission au Fonds est en bonne voie seraient autorisés à suivre les délibérations des organes directeurs du FIDA, en qualité d'observateurs sans droit de parole et pour un laps de temps précis.
3. La proposition figurant dans le présent rapport, qui est soumise à l'approbation du Conseil d'administration, a été élaborée sur la base des discussions tenues en mars 2013 avec les Coordonnateurs et amis représentant les trois Listes.

II. Règlement en vigueur

A. Conseil d'administration

4. La présence aux sessions du Conseil d'administration est régie par l'article 8 du Règlement intérieur du Conseil qui stipule ce qui suit:

"En plus des représentants des membres et des suppléants ainsi que du Président, ne sont admis aux réunions du Conseil d'administration que les membres du personnel du Fonds que le Président peut, à l'occasion, désigner à cet effet. Le Conseil peut aussi inviter des représentants des organisations et institutions coopérantes internationales ou toute personne, y compris les représentants d'autres Membres du Fonds, à présenter leurs points de vue sur toute question particulière soumise au Conseil³.

³ À sa soixante-deuxième session, le 3 décembre 1997, le Conseil d'administration a explicité l'article 8 en précisant que, sous réserve de l'assentiment du Président, un observateur pouvait assister à une quelconque session du Conseil. Les observateurs sont admis à la demande soit d'un État membre représenté au Conseil d'administration soit d'une organisation/institution. Ces invitations ne peuvent être renouvelées à la même personne."

5. Aux termes de cette disposition, le Conseil d'administration est habilité à inviter autant de personnes et d'organisations et institutions coopérantes internationales qu'il souhaite à une session du Conseil, y compris des États non membres du FIDA.
6. Contrairement au Conseil d'administration, le Président a des pouvoirs limités pour ce qui est des invitations aux sessions du Conseil. De fait, à sa soixante-deuxième session, tenue en décembre 1997, le Conseil d'administration a autorisé le Président d'inviter, à sa discrétion, un observateur à une quelconque session du Conseil. Un tel observateur doit être admis à la demande soit d'un État membre siégeant au Conseil, soit d'une organisation ou institution coopérante internationale. Ces invitations ne peuvent être renouvelées à la même personne.

B. Organes subsidiaires du Conseil d'administration: Comité d'audit et Comité de l'évaluation

7. Quand le Conseil a approuvé le Mandat et règlement intérieur du Comité d'audit et du Comité de l'évaluation, il a expressément autorisé les membres du Conseil d'administration qui ne sont pas membres des Comités à participer aux réunions, à l'exception de certaines réunions ou questions.
8. À cet égard, le paragraphe 2.7 du Mandat et règlement intérieur du Comité de l'évaluation stipule respectivement que "Les membres du Conseil d'administration qui ne sont pas membres du Comité de l'évaluation peuvent également assister aux réunions en qualité d'observateurs, sauf en ce qui concerne les questions mentionnées au paragraphe 3.1 k) ci-dessous"¹.
9. De même, le paragraphe 2.8 du Mandat et règlement intérieur du Comité d'audit dispose que "Les membres du Conseil d'administration qui ne sont pas membres du Comité d'audit peuvent également assister aux réunions en qualité d'observateurs, à l'exception des réunions indiquées aux paragraphes 2.6 i), ii) et iii)"².
10. Comme le Mandat et règlement intérieur des Comités ne vise que la présence des membres du Conseil d'administration qui ne sont pas membres des Comités, la décision d'autoriser ou non la participation d'États non membres du FIDA aux réunions de ses organes subsidiaires appartient forcément au Conseil d'administration.
11. S'agissant de la publicité des délibérations, l'article 13 du Règlement intérieur du Conseil d'administration dispose en outre que "[I]es travaux du Conseil, des comités et des autres organes subsidiaires sont confidentiels et ne sont pas rendus publics, sauf dans la mesure où le Conseil autorise le Président à donner la publicité qui convient à une question soumise à son examen."

III. Invitation d'États non membres du FIDA: proposition

12. Concernant l'invitation d'États non membres du FIDA aux réunions des organes directeurs du Fonds en qualité d'observateurs, il faut rappeler que, en septembre 1987, le Conseil d'administration a autorisé le Président à inviter tout État non membre ayant exprimé le souhait de demander l'admission à la qualité de membre du FIDA à assister à une session du Conseil des gouverneurs en tant qu'observateur. En conséquence, les États non membres qui satisfont au critère susmentionné peuvent être invités par le Président à assister à une session du Conseil des gouverneurs en qualité d'observateurs.

¹ Paragraphe 3.1 k): "pour la sélection, la nomination, l'examen de la performance ou la révocation du Directeur du Bureau."

² Paragraphe 2.6 i): "lorsque le Comité d'audit demande au Président de limiter cette désignation au Directeur du Bureau de l'audit et de la surveillance afin que celui-ci assiste à une réunion spécifique du Comité d'audit en vue de fournir des informations et d'émettre des opinions sur des questions relatives aux systèmes de contrôle et d'audit internes; ii) lorsque le Comité d'audit souhaite rencontrer le Commissaire aux comptes hors de la présence de membres du personnel; et iii) lorsque le Comité d'audit souhaite se réunir à huis clos."

13. La proposition présentée au Conseil d'administration consiste à autoriser les États non membres du FIDA dont la procédure d'admission est en bonne voie à suivre les délibérations du Conseil d'administration et de ses organes subsidiaires en tant qu'observateurs sans droit de parole.
14. Plus particulièrement, le Conseil est invité à:
 - i) autoriser le Président à inviter des États non membres du FIDA à suivre les délibérations du Conseil, depuis la salle d'écoute, via le système de télévision en circuit fermé; et
 - ii) autoriser le Président à inviter des États non membres du FIDA à assister aux réunions des organes subsidiaires du Conseil d'administration en tant qu'observateurs sans droit de parole.
15. L'invitation ne serait adressée qu'aux États non membres du FIDA dont la procédure d'admission est en bonne voie. À cette fin, seront considérés comme tels uniquement ceux: a) dont de hauts fonctionnaires d'ambassade et/ou de l'État ont effectué une visite officielle au FIDA; b) qui ont été officiellement informés par les fonctionnaires du Fonds des processus et procédures d'admission ainsi que des opérations du FIDA; et c) qui ont communiqué au Fonds leur intention de devenir membre du FIDA et ont fait des démarches supplémentaires en ce sens.
16. L'invitation serait limitée à une période maximale d'un an et ne serait accordée qu'à un seul représentant par pays.

IV. Recommandation

17. Conformément au principal engagement pris au titre de la neuvième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA9) visant à "amener des États ou des groupements d'États non membres du FIDA à contribuer et/ou devenir membres du Fonds"³ et compte tenu de l'avantage qu'il pourrait y avoir à autoriser les pays dont la procédure d'admission est en bonne voie à suivre les délibérations du Conseil d'administration et de ses organes subsidiaires, le Conseil d'administration est invité à approuver la proposition figurant à la section III ci-dessus.
18. En outre, des précisions seront apportées (sous la forme d'une note de bas de page) dans le Règlement intérieur du Conseil d'administration et dans le Mandat et règlement intérieur de ses organes subsidiaires, à savoir:

"Ayant à l'esprit les articles 8 et 13 de son Règlement intérieur, le Conseil d'administration, à sa cent huitième session tenue en avril 2013, a approuvé la recommandation figurant dans le document EB 2013/108/R.28 autorisant le Président à inviter des États non membres dont la procédure d'admission est en bonne voie à suivre les délibérations du Conseil d'administration et de ses organes subsidiaires en tant qu'observateurs sans droit de parole, et à prendre des dispositions appropriées à cet égard."

³ Annexe I du Rapport de la Consultation sur la neuvième reconstitution des ressources du FIDA (<https://webapps.ifad.org/members/gc/35/docs/GC-35-L-4.pdf>).